

**CONVENTION DE GESTION DU SERVICE DE LOCATION A COURTE DUREE (TI VELO)
ENTRE LA COMMUNE DE LANDERNEAU ET LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE
LANDERNEAU-DAOULAS DANS LE CADRE DE L'EXERCICE DE LA COMPETENCE « MOBILITE »**

ENTRE :

La Commune de Landerneau (désigné dans le document « la Commune »)

Représentée par Monsieur Frédéric KERLAN, dûment habilité à signer la présente convention par une délibération n°..... du Conseil municipal en date du 10 décembre 2021.....,
Ci-après dénommée la Commune,
D'une part,

ET :

La Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas (désigné dans le document « la Communauté »)

Représenté par Monsieur Patrick LECLERC, dûment habilité à signer la présente convention par une délibération n°..... du Conseil communautaire en date du 17 décembre 2021
Ci-après dénommé la Communauté,
D'autre part,

PRÉAMBULE

Depuis le 1^{er} juillet 2021, Communauté est compétente en matière organisation de la mobilité. Dans ce cadre, les services de mobilité existants sur le territoire (hors transports scolaires), à savoir le réseau de transport urbain à l'échelle de la Ville de Landerneau (Ar Bus) et le nouveau service de vélo en location à cette même échelle (Ti-Vélo) lui ont été transférés.

Suite à la demande de la ville Landerneau exprimée par le conseil municipal en date du 23 avril 2021 dans le cadre du transfert de compétence, il est envisagé de déléguer la gestion du service à la commune de Landerneau.

Les modalités de délégation de gestion de la flotte (Ti-vélo) sont formalisées dans une convention de partenariat bipartite entre la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas et la commune de Landerneau. Cette convention prévoit notamment que la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas soit en charge de la compétence « organisation de la mobilité », que la gestion du service de location courte durée des VLS est assurée par la Commune de Landerneau et la maintenance est réalisée en sous-traitance par les deux vélocistes de la ville.

Cette convention de délégation de gestion de service n'inclut pas la gestion des installations ou aménagements liés au service (tels que les bornes de recharges VAE ou autres aménagements, ainsi que l'ensemble des prestations nécessaires à l'installation et à l'exploitation des bornes..) qui relèveront toujours de la compétence voirie et demeureront du ressort de la commune.

ARTICLE 1^{er} : OBJET ET PÉRIMÈTRE DE LA CONVENTION

La Commune exerce les missions objet de la présente convention au nom et pour le compte de la Communauté.

Elle s'engage à respecter l'ensemble des normes, procédures et réglementations applicables, ainsi que tout texte juridiquement opposable dans l'exercice de la gestion qui lui incombe au titre de la présente convention.

La Commune met en œuvre les moyens nécessaires au bon exercice des missions qui lui sont confiées dans les limites établies dans le cadre du marché public contractualisé avec le prestataire ZOOV en date du 18/02/2021.

Les dépenses supplémentaires liées à la gestion du service, ainsi qu'à la communication, qui apparaîtraient nécessaires au cours de l'exécution de la présente convention devront préalablement être autorisées par la Communauté de Communes.

Les personnels exerçant des missions pour l'exercice des missions confiées dans le cadre de la présente convention demeurent sous l'autorité hiérarchique du Maire, en application des dispositions de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et sous son autorité fonctionnelle.

ARTICLE 2 : MODALITÉS D'ORGANISATION DES MISSIONS

La Communauté confie à la Commune, qui l'accepte au titre de l'article L.5214-16-1 du code général des collectivités territoriales, la gestion du service de location à courte durée (Ti-Vélo) lié à la compétence « Organisation de la Mobilité » tel que le service est défini dans le cadre du marché public contractualisé avec le prestataire ZOOV en date du 18/02/2021.

Les rôles et missions des 2 parties sont les suivantes :

1/ Pilotage de projet

Rôle :

- Interlocuteur principal du prestataire / des vélocistes et suivi du marché (ville)
- Interlocuteur des élus décisionnaires (ville)
- Interlocuteur des employeurs ou structures souhaitant implanter des stations pour leurs besoins : la ville ayant amorcé les discussions gardera la main sur ce pilotage, toujours en lien avec la CCPLD.
- Interlocuteur des communes souhaitant implanter une station sur leur territoire : La CCPLD échangera avec les communes sur les retours d'expérience et travaillera sur l'opportunité et la faisabilité d'un service VLS sur les communes, en lien avec la Ville.

Missions :

- Centralisation et remontée les informations auprès du prestataire (ville)
- Diffusion de l'information aux partenaires du projet (élus, services techniques...) : (ville), en lien avec (CCPLD) et partage de la communication
- Coordination des propositions d'évolution de service et mise en œuvre émanant des élus et/ou du prestataire : (ville), en lien avec (CCPLD)
- Suivi de la qualité du service (dysfonctionnements, gestion des retours et plaintes usagers en lien avec Zoov...) : (ville)
- Suivi du budget (budget communautaire) et visa des factures en lien avec le service (compta ville + CCPLD).
- Rédaction des avenants du contrat en lien avec le service marché : (ville en lien avec la CCPLD)
- Etablissement des bilans et évaluations du service : (ville), en lien avec (CCPLD) et les élus communautaires (CCPLD)
- Elaboration des supports de travail élus : (ville), en lien avec (CCPLD)
- Elaboration les délibérations : (ville), en lien avec (CCPLD)

2/ Gouvernance

- Groupe vélo interne à la ville
- Comité de suivi Ti vélo et mobilité (Patrick Leclerc, Viviane Bervas, Ludovic Appelghem, Julien Poupon, Alain Plouidy, Christelle Paget-Blanc, Enora Coat, Bénédicte Kerlo)

Le comité de suivi sera convoqué trimestriellement et autant que de besoin par la Ville de Landerneau. Les rapports de ce Comité seront établis et diffusés par la Ville de Landerneau.

Si des projets d'extension du service Ti Velo sont imaginés sur d'autres communes de la CCPLD, les maires concernés seront associés à ce Comité de suivi.

3/ Communication

La communication sera pilotée par la ville en lien avec la CCPLD

- Campagnes de communication avec les services de communication respectifs (ville + CCPLD)
- Actualisation/édition des supports
- Relation avec les usagers (Ville en lien avec Zoov)

ARTICLE 3 : MODALITÉS FINANCIÈRES, COMPTABLES ET BUDGÉTAIRE

3.1 Rémunération

Dans le cadre de la construction de cette convention de gestion, le temps de l'agent Ville dédié à la gestion des missions sera évalué afin de déterminer une éventuelle compensation financière (à étudier avec la CLECT à venir).

3.2 Dépenses et recettes liées à l'exercice des compétences

Les coûts de fonctionnement relatifs au service Ti Velo, sont à la charge de la CCPLD, titulaire du marché.

La Communauté engage et mandate les dépenses et encaisse les recettes liées à l'exercice des missions déléguées à la Commune dans la présente convention.

- Le détail de chaque facturation sera distingué selon la ligne de répartition du transfert de compétence mobilité (voirie = Ville / service = CCPLD).
- Pour la partie service, le visa officiel auprès de la comptabilité sera effectué par la CCPLD. La vérification préalable des factures sera conjointement assurée par la (CCPLD) et la (Ville).

ARTICLE 4 : RESPONSABILITÉS

La Commune est responsable, à l'égard de la Communauté, des éventuels dommages de tous ordres résultant de ses missions dans le cadre de la présente convention.

Elle est en outre responsable, à l'égard de la Communauté, des éventuels dommages résultant d'engagements ou actions réalisés au-delà des missions qui lui ont été fixées par la présente convention.

ARTICLE 5 : SUIVI DE LA CONVENTION

5.1 Documents de suivi

Un point technique mensuel sera effectué entre la ville et la CCPLD dont le compte-rendu sera établi par la Ville.

La Commune effectue un compte rendu trimestriel d'information sur l'exécution du service délégué, qu'elle transmet à la Communauté.

Sur la base de ces compte-rendus, la Commune et la Communauté élaborent conjointement, chaque année, un rapport d'activité et un bilan financier du service Ti-Vélo.

Une évaluation, a minima annuelle, du service ti vélo sera effectuée sous forme d'une analyse d'indicateurs de performance, moyens et efficience qu'il reste à déterminer.

5.2 Contrôle

La Communauté exerce un contrôle de la présente convention.

En outre, la Communauté se réserve le droit d'effectuer à tout moment tout contrôle qu'il estime nécessaire. La Commune devra donc laisser libre accès, à la Communauté et à ses agents, à toutes les informations concernant la réalisation des missions objet de la présente convention.

ARTICLE 6 : ENTRÉE EN VIGUEUR, DURÉE ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur au 1^{er} juillet 2021 et s'applique jusqu'au 31 décembre 2022. La convention pourra être reconduite annuellement de manière expresse, sous réserve de l'accord des deux exécutifs à compter du 31 décembre 2022.

Elle pourra être résiliée avant son terme dans l'une des hypothèses suivantes :

- Par délibération du Conseil communautaire, dès que le périmètre de la compétence aura été défini et que les comités techniques auront été consultés.
- Par l'une des parties, en cas de non-respect des dispositions de la présente convention par l'autre partie,jours après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception non suivie d'effets.
- Par accord entre les parties moyennant le respect d'un préavis de trois mois.

Cette convention pourra faire l'objet de modifications après accord des deux parties par voie d'avenant.

ARTICLE 7 : JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE LITIGE

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend au tribunal administratif compétent.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

Fait à,

le

Pour la Commune,

Pour la Communauté